



Séance ordinaire du lundi 12 octobre 2020

L'an deux mille-vingt et le douze octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Administration générale, gestion active et optimisée du patrimoine

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAUL, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Guy LAURET, Sophiane MANSOURIA, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Philippe SAUREL, Charles SULTAN, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Tasnime AKBARALY, Christian ASSAF, Arnaud MOYNIER

Administration générale, gestion active et optimisée du patrimoine - Covid-19 - Achat de masques grand public - Centrale d'achat de la Région Occitanie - Convention d'adhésion - Autorisation de signature

Monsieur Jean-François AUDRIN, Vice-Président, rapporte :

La Région Occitanie a créé en application du Code de la commande publique une centrale d'achats. Compte tenu la crise sanitaire, elle a souhaité que celle-ci puisse acheter des biens et matériels participant à la lutte contre l'épidémie de Covid-19, au bénéfice de l'ensemble des entités acheteuses de son territoire. L'adhésion à cette centrale d'achats permet à l'adhérent d'avoir recours aux services d'achat centralisés proposés par la Région. Ces services, consentis à titre gratuit, consistent en l'acquisition de fournitures et biens destinés à l'adhérent (rôle de « grossiste »). Lorsqu'il a recours aux prestations de services d'achat centralisés proposés par la Région (accès à un contrat conclu ou à conclure), l'adhérent est, conformément à l'article L.2113-4 du Code de la commande publique, considéré comme ayant respecté ses obligations de publicité et mise en concurrence au titre de la réglementation applicable aux marchés publics.

La Centrale se charge de la passation des marchés, de l'acquisition des matériels biens ou services et en assure la revente auprès de l'adhérent à hauteur du besoin formulé par celui-ci via un bon de commande adressé *a minima* par mail à la Centrale.

Les prix pratiqués par la Centrale correspondent uniquement au prix d'achat des matériels biens ou services par la Centrale.

L'adhérent s'engage à :

- adresser sa commande à la centrale,
- assurer les opérations d'admission des matériels biens ou services,
- signer le bon de livraison
- régler les biens à la Centrale

Le transfert de propriété éventuel est réalisé par l'admission.

Toute décision d'ajournement et de rejet doit être expresse et notifiée à la Centrale dans un délai de 5 jours calendaires à compter de la date de retrait des fournitures ou de l'exécution du service.

L'adhérent peut demander l'annulation ou la modification de sa commande.

Cependant aucune demande d'annulation ou de modification de commande n'est acceptée dans le cas où les fournitures sont retirées dans un délai inférieur à 48 heures.

La centrale d'achat de la Région a déjà conclu un accord-cadre multi-attributaire, notamment pour l'achat de masques « *grand public* » en tissu de catégorie 1 et 2, lavables au minimum 20 fois. Elle dispose de stocks constitués sur la base ce premier contrat et vient de relancer une procédure de publicité et de mise en concurrence pour faire face aux nouvelles demandes potentielles des acteurs publics locaux de son territoire.

La Métropole dans une démarche d'anticipation et de coordination des actions publiques souhaite adhérer à cette centrale d'achats pour disposer, le cas échéant de ces équipements, en cette période de renforcement de la crise sanitaire et répondre avec réactivité aux besoins éventuels de ses agents, des communes membres et de la population de son territoire.

Cette mutualisation concertée au niveau régional, des outils de commande publique, doit permettre à la Métropole de disposer de produits de qualités, au meilleur prix, compte tenu des économies d'échelle réalisées grâce à cette centralisation des besoins et des achats.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à la centrale d'achats de la Région Occitanie pour l'achat de masques tissus « *grand public* » ;
- d'approuver les termes de la convention d'adhésion ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 23/10/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 23 octobre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201012-145591-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 23/10/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention d'adhésion CA grossiste octobre 2020 complétée.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.